

**Stratégie immobilière cantonale, un outil attendu**

Katia Lehmann (PS)

Depuis plusieurs années, le Parlement, par l'entremise plus particulièrement de sa commission de gestion et des finances, demande à avoir une présentation de la stratégie immobilière cantonale. Une motion du groupe Le Centre avait d'ailleurs été déposée en mars 2021 puis retirée en fin de débat par son auteur, après avoir obtenu la toute relative confirmation que le traitement de ce dossier allait suivre en commission. Depuis ce débat et mis à part la transmission de la liste des bâtiments possédés et/ou loués et une question orale en novembre 2023, la seule trace de ce dossier reste sa mention systématique sous "points en suspens" au bas de chaque procès-verbal de la commission de gestion et des finances.

Une stratégie immobilière cantonale ne se limite pourtant pas à l'inventaire des bâtiments possédés et/ou loués. C'est un réel outil de pilotage regroupant des axes stratégiques devant permettre de répondre aux multiples exigences économiques, environnementales et pratiques. Elle doit être un fil conducteur permettant à l'État d'assumer son rôle de guide et de modèle dans l'application d'une politique durable, en particulier concernant les projets de rénovation et d'entretien.

Un tel outil doit également être flexible en mettant en œuvre une gestion moderne et dynamique des bâtiments. Son adaptation régulière lui permet de suivre l'évolution des besoins de la société s'agissant par exemple de réorganisation de services, de nouveaux modes de travail et de transition numérique, le tout dans un souci constant de gestion des coûts et en continuant à valoriser ce patrimoine immobilier. Si la présentation de cet outil fait pour l'heure défaut, la responsabilité de son application figure elle bien dans la liste des objectifs de la Section des bâtiments et des domaines (SBD) sur le site internet du canton.

La conception, la gestion, l'entretien et l'utilisation d'un patrimoine immobilier conséquent nécessitent une vision à long terme dont le Parlement n'a encore, à ce jour, pas pu prendre connaissance.

**Par conséquent, le Gouvernement est invité à répondre aux questions suivantes :**

- 1. Le Gouvernement partage-t-il l'importance et la nécessité de disposer d'un tel outil ?**
- 2. Dans quel délai le Gouvernement prévoit-il de présenter un dossier étayé en la matière compte tenu des réitérées demandes à ce sujet ?**
- 3. Enfin, comment le Gouvernement envisage-t-il la présentation de la stratégie immobilière et à qui sera-t-elle exposée ? Au Parlement ou à une des ses commissions thématiques uniquement ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Katia Lehmann (PS)

**Co-signataires**

- Jude Schindelholz (PS)
- Jelica Aubry-Janketic (PS)

- Lisa Raval (PS)
- Joël Burkhalter (PS)
- Gaëlle Frossard (PS)
- Raphaël Ciocchi (PS)
- Loïc Dobler (PS)
- Claude Schlüchter (PS)
- Nicolas Maître (PS)
- Nicolas Girard (PS)
- Pierre-André Comte (PS)
- Sarah Gerster (PS)
- Florence Chaignat (PS)
- Fabrice Macquat (PS)
- Hildegarde Lièvre Corbat (PS)
- Valérie Bourquin (PS)

Intervention déposée officiellement le 30 octobre 2024